

Capital Synergies

Les Cadres et les Elites de Centrafrique Acquis à la révision des politiques publiques Et Au Renforcement de la Démocratie Nationale

Appel patriotique au président de la république

Monsieur le Président de la république,

Le climat socio-politique dans le pays est malsain et explosif. Jusqu'à présent, la nation centrafricaine était abîmée par les groupes armés, désormais elle est au bord d'un affrontement fratricide ;

C'est pourquoi, ne pouvant garder un silence complice, le Collectif des cadres que nous représentons, réuni dans CAPITAL SYNERGIE, en appelle à votre intervention pour apaiser les esprits et calmer les rancœurs, afin de sauver et préserver l'unité nationale.

Nous avons fait les constats suivants :

Depuis plusieurs années l'Etat centrafricain, dans la manifestation de sa puissance publique, est en état de décomposition ;

Depuis les "Accords" politiques dits de « Khartoum », une orientation de choix politique s'est faite en faveur des Groupes armés, au détriment des organisations politiques et sociales républicaines ;

Les institutions sous-régionales et internationales ont créé les conditions d'une gouvernance qui courtise les Groupes armés, de sorte que ces derniers en profitent pour normaliser l'annexion qu'ils font des régions sur lesquelles ils règnent ;

La pacification du pays et le rétablissement de l'ordre public sur l'ensemble et la totalité du territoire national sont, de plus en plus, illusoire ;

Malgré les engagements que vous avez pris au début de votre mandat, le régime incohérent et injuste de l'embargo qui restreint la souveraineté de notre pays, n'est pas levé ;

Le pays vit au rythme des atermoiements de la Communauté internationale et dans la crainte des Groupes armés ;

Nombreux sont les compatriotes qui, pour diverses raisons, avaient cru, en 2016, dans la sincérité de vos déclarations visant la restauration de la paix sociale et le progrès économique dans le pays ;

Beaucoup ont été déçus mais certains vous demeurent acquis et refusent, encore aujourd'hui, de projeter un regard critique sur la conduite des affaires publiques, notamment en ce qui concerne la sécurisation du territoire et l'établissement de l'ordre public national sur la totalité du pays ;

Pressentant les difficultés incontournables qui ne manqueront pas d'affecter l'organisation des élections prévues en décembre 2020, votre majorité parlementaire s'est saisie du prétexte de la pandémie du Coronavirus pour entreprendre une loi modificative de la constitution.

L'objectif recherché était de vous habilitier à décider du report des élections et de prolonger, en conséquence, la durée de votre mandat ;

La Cour constitutionnelle a mis en échec la spéculation de votre majorité parlementaire. Néanmoins, elle a considéré que si le report des élections ne pouvait en aucun cas se décider par la modification législative de la constitution, elle a cependant suggéré que le report de la date desdites élections pouvait être réalisé par la voie d'une concertation politique nationale, sans que celle-ci ne porte sur l'instauration d'une transition politique ;

Les partis politiques de l'opposition, les syndicats ainsi que les associations de la société civile se sont massivement prononcés en faveur de la concertation politique nationale dont la convocation, à votre initiative, vous a été suggérée par la Cour constitutionnelle ;

Le Conseil épiscopal centrafricain et les organisations religieuses nationales recommandent aussi un dialogue national, avant toute perspective électorale ;

Le gouvernement et la majorité présidentielle sont les seuls à ne pas cacher leur déception. Ils font état de leur énervement, de leur agacement, de leur amertume et de leur opposition à l'orientation ouverte par la Cour constitutionnelle.

Depuis la délibération de la Cour constitutionnelle du 5/06/2020, le pays est ainsi dans un état d'incertitudes, quant aux suites à donner à celle-ci.

Cependant, nous assistons à l'accélération du processus électoral par l'adoption de la loi organique opportuniste sur une ANE à deux vitesses, par la distribution illicite d'actes d'état civil, par des opérations d'inscription sur les listes électorales qui ne mobilisent pas les électeurs ;

Le gouvernement est entraîné par les organismes sous-régionaux dans des stratégies mal conçues et s'égaré dans des « huis clos » périlleux avec certains Groupes armés ;

Une partie de la jeunesse centrafricaine est abusée par l'expression de la communication de certaines personnalités publiques qui banalisent les fonctions politiques et ridiculisent les institutions de la république avec des anecdotes de potins ;

Les injures et les insultes sont désormais les propos les plus courants entre les centrafricains.

Nous remarquons que les marques d'incivilité ne sont pas l'expression exclusive d'une certaine jeunesse illusionnée, révoltée ou instrumentalisée.

Elles sont aussi la marque de certaines personnalités publiques de premier plan, actuelles ou anciennes, qui discréditent par la vulgarité de leurs vocabulaires non seulement les fonctions politiques qu'elles ont exercées ou exercent encore mais aussi les institutions de la république qu'elles ont servies ou servent encore.

Monsieur le Président de la république,

Tout affrontement physique de nature politique, survenant dans la capitale et opposant des partisans, sera la porte ouverte au chaos, ce qui prévaudra aux Groupes armés, dont on sait que le désir est de parvenir à la partition de ce qui restera de la République centrafricaine.

Le Ministre de la sécurité publique, le Procureur de la république observent un silence étrange sur les agressions verbales et les actes délictueux qui se répandent dans la communauté nationale.

Leur absence d'actions s'analyse comme une caution implicite qu'ils apportent aux injures publiques, aux menaces et aux propos haineux qui se multiplient dans le pays et sur les réseaux sociaux ;

Le Conseil National de la Médiation et la Haute Autorité chargée de la Bonne Gouvernance manquent d'initiatives. Leurs responsables ne devraient pas attendre d'être missionnés pour se saisir du traitement de la crise sociale qui émerge dans le pays et qui tend à s'établir notamment dans la capitale. Le Conseil National de la Médiation et la Haute Autorité chargée de la Bonne Gouvernance ne sont pourtant pas des appendices du pouvoir exécutif. Leurs responsables méconnaissent qu'ils sont des institutions constitutionnelles autonomes et indépendantes, susceptibles de s'auto-saisir de sujets affectant la cohésion nationale et la paix sociale.

Monsieur le Président de la république,

C'est en considération de la gravité du climat socio-politique volcanique qui prévaut en Centrafrique, que nous vous rappelons qu'à l'occasion de votre serment d'investiture vous avez juré de "n'être guidé que par l'intérêt national et la dignité du peuple centrafricain⁴⁴.

C'est donc en référence à votre serment que CAPITAL SYNERGIES a décidé de vous interpellier et de vous adresser cet appel patriotique, pour que votre parole soit enfin entendue par la Nation :

Dans quelques jours nous célébrerons LA JOURNEE DU 13 AOUT qui symbolise, chaque année, la naissance de l'Etat centrafricain et son accession à la souveraineté internationale.

NOUS VOUS DEMANDONS, qu'en ce jour particulier de l'histoire de notre peuple, en vous départissant des contraintes de vos affinités partisans, PRENEZ la parole et INDIQUEZ à tous les centrafricains, quels qu'ils soient : Dans quel état se trouve le pays ? Dans quelles conditions seront organisées les élections ? Dans quel état se trouve la sécurité des populations ? Quels sont les effets de l'embargo que continue de subir le pays ? Indiquez-nous la voie à suivre pour que notre pays préserve ce qui reste encore de la paix sociale sur le territoire centrafricain ;

DITES A CHACUN ET A TOUS, comment devrions-nous, selon vous, évoluer vers des élections légitimes, crédibles, sincères, transparentes et en toute sécurité.

Rassurez les centrafricains, soyez accessible aux valeurs du dialogue, sans lesquelles il n'y a pas de démocratie.

L'unité de la nation dépend de la hauteur de la prise de parole que nous vous demandons d'envisager.

Il vous appartient désormais de savoir comment réunir les fils et filles de Centrafrique, pour un dépassement de soi et le bien-être de tous.

Considérations patriotiques.

Fait à Troyes le 8 août 2020

Pour Centrafrique-Capital Synergies

Le Président

Et, par délégation

Cyriaque SOUKE

Président délégué, Porte-parole